

SOMMAIRE

- 2 LA CHRONIQUE DESSINÉE DE JEAN-CLAUDE SALEMI
- 4 Naufrages | LE TRIMESTRE D'HENRI GOLDMAN
- 7 Un programme de dingue | LA CHRONIQUE SOCIALE DE MATEO ALALUF

LE DOSSIER

Peut-on sortir du capitalisme ?

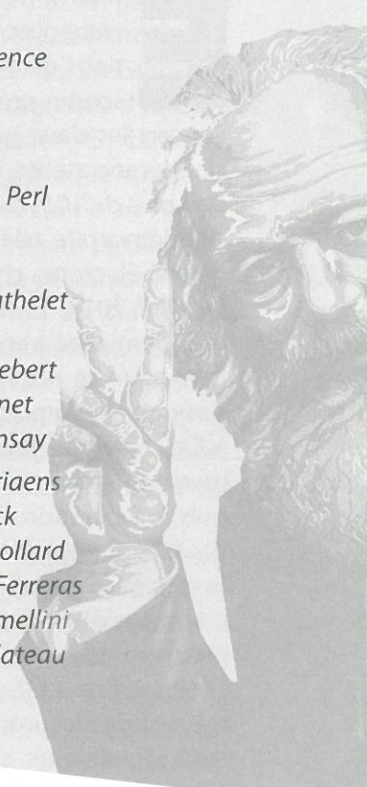
- 8 Présentation
- 10 Capitalisme, deux ou trois choses... – *Gabriel Maissin*
- 13 Par où la sortie ? – *Gabriel Maissin*

Ce que l'Histoire nous a légué

- 19 Russie-URSS et retour – *Jean-Marie Chauvier*
- 28 Chine : permanence de l'État-parti – *Éric Florence*
- 35 Populismes latinos – *Xavier Dupret*
- 39 L'exception chilienne – *François Perl*
- 42 À la traîne, l'Afrique ? – *Gratia Pungu*
- 47 Europe : de l'utopie à l'incantation – *François Perl*

Ce que nous ferons du futur

- 53 Sortir de l'esprit du capitalisme – *Violaine Wathelet*
- 57 Le capitalisme à vélo – *Edgar Szoc*
- 61 Dépasser l'anthropocène – *Jean-Claude Englebert*
- 65 Promesses de la décroissance – *Michèle Gilkinet*
- 68 Sortir des événements capitalistes – *Pierre Ansay*
- 74 Le basculement post-matérialiste – *Alain Adriaens*
- 76 Ruser, résister, échapper – *Felipe Van Keirsbilck*
- 80 Expérimenter aujourd'hui – *Marie-Caroline Collard*
- 82 Contre le despotisme d'entreprise – *Isabelle Ferreras*
- 86 Misère de la concertation – *Jean-François Tamellini*
- 91 Pour une révolution des termites – *Nadine Plateau*



- 94 **ZOOM ARRIÈRE : 20 ANS**
La revue comme rendez-vous – *Hugues Le Paige*
- 105 La question du père | LA CHRONIQUE INTIME DE DELPHINE CHABBERT
- 106 **IDÉES**
Emmanuel Todd ou l'âme des peuples – *Dimitri Coutiez et Marc Jacquemain*
- 117 La mémoire des vainqueurs | LA CHRONIQUE ORIENTALE DE RABAB KHAIRY
- 118 **HISTOIRE**
La « Commission Dutroux », 20 ans après – *Jean-François Bastin*
- 129 Un président faible ? | LA CHRONIQUE AMÉRICAINE DE JÉRÔME JAMIN
- 130 Représenter les paysans | LA CHRONIQUE IMAGE DE HUGUES LE PAIGE
Photo : *Anne Lemaire*

CHINE : PERMANENCE DE L'ÉTAT-PARTI

Éric Florence

Sortir du capitalisme, et de quelle manière. Pendant des années, la Révolution chinoise incarna la ligne la plus radicale parmi ceux qui, d'un bout à l'autre de la planète, rêvaient d'une autre société. Retourner au capitalisme, et de quelle manière, puisque la Chine est désormais la première fabrique mondiale de millionnaires. Tout a changé... sauf l'État-parti.

Éric Florence est politologue (Cedem, Université de Liège). Il est directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine (Hong Kong, www.cefc.com.hk).

Après un siècle d'humiliations¹, l'arrivée au pouvoir en 1949 du parti communiste chinois emmené par Mao Zedong fut l'apothéose d'une longue quête. L'objectif politique de renverser les trois montagnes que sont « le féodalisme », « l'impérialisme » et « le capitalisme » est étroitement lié à l'identité même du parti communiste chinois et à son projet de transformation politique et sociale.

Cependant, le *Programme commun* qui fait office de constitution à partir d'octobre 1949 inclut « la petite bourgeoisie » et les « capitalistes nationaux » au sein de l'alliance des quatre classes révolutionnaires, aux côtés des « paysans » et « ouvriers ». Faisant face à un impératif de rétablissement de l'ordre social dans les villes et de relance de l'économie, le nouveau pouvoir met en œuvre une politique clémentine de bonne entente, voire même de séduction des grands chefs d'entreprises de l'ère républicaine, afin de mobiliser les compétences de ceux restés en Chine et de convaincre ceux ayant fui à l'étranger de regagner le pays afin de contribuer à la construction du socialisme².

« Prendre en compte à la fois les intérêts de l'État et ceux du secteur privé » et « que le travail et le capital prospèrent » sont les slogans à la base de cette stratégie initiale du « Front uni ». Interaction, coopération, cooptation et intimidation permettent au parti d'intégrer de manière fonctionnelle les grands patrons en leur faisant jouer un rôle de médiateurs à la tête des fédérations d'industrie et de commerce nouvellement créées par le pouvoir communiste : « La politique de Front uni repose sur la fragmentation carac-

¹ Le « dépeçage » de la Chine débutant avec la signature du Traité de Nankin en 1842 qui clôture la première guerre de l'opium et entraîne une perte de souveraineté imposée à la Chine par les grandes puissances de l'époque, Grande-Bretagne, Allemagne et France.

² Cf. M.-C. Bergère, *Capitalistes et capitalismes en Chine. Des origines à nos jours*, Paris, Perrin Asies, 2007, p. 146-147 et 168-169.

Extrait d'une affiche de propagande chinoise

téristique de la classe capitaliste et sur les divisions qui opposent les grands patrons (bénéficiant d'avantages économiques et politiques) et les petits entrepreneurs dont les intérêts ne sont défendus ni par les dirigeants de associations professionnelles ni par les cadres communistes³. »

Cependant, dès juin 1949, Mao Zedong trace une frontière nette entre ceux qui font partie du « peuple » et les « ennemis du peuple ». Cette frontière constituera « le fondement conceptuel de la répression⁴ ». Ses contours varieront au gré des campagnes politiques successives qui caractériseront la notion de « révolution ininterrompue » (*buduan geming*) chère à Mao. Dès 1950, le parti commencera à mettre en œuvre ses objectifs de transformation de la société par le biais de grands mouvements de masses qui toucheront successivement l'ensemble des catégories sociales : épuration des villes et répression visant une série de catégories de personnes (anciens miliciens nationalistes, criminels de droit commun, contre-révolutionnaires...), réforme du mariage, réforme agraire⁵. En 1952, le parti lance la campagne des « Cinq Antis⁶ » qui vise directement entrepreneurs et chefs d'entreprises et qui va littéralement les frapper de terreur et préparer le terrain à la nationalisation complète des entreprises entre 1955 et 1956. La répression frappe vraisemblablement plusieurs centaines de milliers de personnes. Procès de masses, sessions publiques d'autocritique, arrestations et exécutions se conjuguent et produisent une pression sociale particulièrement forte. Dans les grandes villes comme Canton

3 M.-C. Bergère, « Changements sociaux et population chinoise après la révolution (1949-1961) », *Perspectives chinoises*, n° 57, 2000, p. 9.

4 J.-L. Domenach, *Chine : l'archipel oublié*, Paris, Fayard, 1992, p. 66-67.

5 Dès 1953, celle-ci sera suivie dans certaines régions par la collectivisation complète de l'agriculture.

6 Précédée par la campagne des « Trois Antis » qui ciblait les fonctionnaires, le mouvement des « Cinq Antis » visait à mettre un terme aux pots-de-vin, à la fraude, à l'évasion fiscale, aux détournements de biens publics et à « l'obtention illégale de secrets économiques ». Voir M.-C. Bergère, *op. cit.* et J.-L. Domenach, *op. cit.*, p. 78-79.

ou Shanghai, les cas de suicides de fonctionnaires et d'entrepreneurs se multiplient. Les objectifs de cette campagne sont à la fois politiques – réduire au silence la bourgeoisie marchande – et économiques – permettre de fonctionner plus aisément en vue du financement de l'industrialisation liée au Premier plan quinquennal à partir de 1953⁷. À

...UNE ARCHITECTURE
INSTITUTIONNELLE
COMPLEXE RENDANT
L'ACCÈS AUX VILLES
EXTRÊMEMENT DIFFICILE
POUR LES RURAUX.

travers ces mouvements de masses qui partageaient une forme ritualisée de théâtralisation de la violence qui culminera lors de la Révolution culturelle (1966-69), c'est en fait à une très vaste entreprise de classification de l'ensemble de la société que se livre le régime chinois en ces premières années. Quelque 62 catégories ou étiquettes de classes ont permis au parti de distinguer entre ceux qui bénéficieraient de ses faveurs et ceux qui au contraire seraient soumis à « la dictature démocratique du peuple » et d'indiquer à quels degrés ils y seraient soumis. Ces catégories politiques se sont avérées d'une importance capitale au cours de toute la période maoïste, en particulier lors des convulsions cycliques auxquelles la société chinoise allait être soumise. Dès 1956, avec la nationalisation complète des entreprises, la catégorie d'entrepreneur disparaissait et se voyait frappée du sceau officiel de l'infamie. Du moins pour les trois décennies suivantes.

VILLE ET CAMPAGNE

Entre 1952 et 1960 se met en place une architecture institutionnelle complexe, rendant l'accès aux villes extrêmement difficile pour les ruraux. Les déplacements, le logement, l'accès à la nourriture et l'obtention d'un emploi sont désormais soumis à autorisation étatique. En parallèle, le nouveau régime lance son premier Plan quinquennal (1953-1957) : les in-

7 J.-L. Domenach, *loc. cit.*

**AINSI, TOUTE MOBILITÉ
GÉOGRAPHIQUE,
SOCIOPROFESSIONNELLE
ET SECTORIELLE
FUT RENDUE
PRESQU'IMPOSSIBLE.**

vestissements seront pour l'essentiel concentrés sur l'industrie lourde, à charge pour une agriculture collectivisée de financer l'industrialisation via des transferts de quotas de production agricole vers les villes⁸. Un tel mode de développement économique nécessitait une fixation autoritaire des paysans à la glèbe via l'enregistrement de l'ensemble de la population, ce qui permettait un double contrôle sur la production et sur la consommation. À partir de là, l'État traitera les paysans et les ouvriers de manière institutionnellement différente : il ne serait responsable directement que du bien-être des seuls ouvriers et plus largement de la population urbaine – soit 20% environ de la population totale entre 1960 et 1979. Les ouvriers furent soumis à toute une gradation de mécanismes d'allocation – nourriture, logement, soins de santé... – et de contrôle social, implacable mais différencié en fonction de leur étiquette de classe. Les paysans échappaient à ce vaste système hiérarchisé d'accès aux biens publics, dont ils étaient exclus.

Ainsi, toute mobilité géographique, socioprofessionnelle et sectorielle fut rendue presque impossible. Au cours des trois premières décennies du régime, les écarts de niveaux de vie entre villes et campagnes furent multipliés par trois, voire par six, selon les auteurs. Ce système cristallisa chez les citadins une représentation du monde rural et des paysans comme figure de l'arriération et comme un obstacle majeur à la modernisation du pays, confirmant un imaginaire datant de la fin du XIX^e siècle. La relégation de la paysannerie à un statut subalterne au cours de la période maoïste allait s'avérer d'une importance capitale quand la Chine commencera à s'insérer dans le capitalisme mondialisé à partir des an-

nées 1980. Un des paradoxes de la période maoïste est bien d'avoir, sous couvert d'une rhétorique vantant les vertus de la vie rurale et de « l'alliance ouvriers-paysans », constitué un immense réservoir de main-d'œuvre rurale où le capitalisme pourra plus tard puiser à sa guise.

CAPITALISME, LE RETOUR

Après la mort de Mao en 1976, le régime, lui-même divisé, fait face à une profonde crise de légitimité : la société chinoise semble fracturée, littéralement épuisée et désorientée par la succession des bouleversements et de luttes politiques des trois dernières décennies⁹. La pauvreté frappe villes et campagnes alors que les désordres sociaux se multiplient en ville et que la corruption est endémique. Une « double réconciliation » annonce les réformes post-maoïstes à venir : la première réunit la population et les dirigeants autour d'un « viatique de survie » faisant suite à la violence politique de la Révolution culturelle, la seconde réconciliation opère au sein même du parti face à l'urgence d'une inversion des priorités entre l'idéologie et le développement économique¹⁰.

Tenu en décembre 1978, le 3^e plenum du 11^e Comité central du Parti communiste chinois aura une importance comparable à celle du XX^e Congrès du Parti communiste soviétique de 1956 dans l'histoire de l'URSS. Il marquera la marginalisation progressive des maoïstes, le retour au plus haut niveau de Deng Xiaoping dans le rôle d'un « Khrouchtchev chinois » et la fin officielle de l'utilisation violente de la lutte des classes à des fins de transformation sociale. Un processus de démaoïsation est bien enclenché, mais clairement circonscrit dès 1979 par l'affirmation des « quatre principes fondamentaux » : adhésion à la voie socialiste, soutien de la dictature du prolétariat, respect de la direction du Parti communiste, fidélité au marxisme-léninisme et à la pensée Mao Zedong¹¹. Le communiqué issu du plenum de décembre 1978 af-

8 Cette pressurisation systématique des paysans a été à l'origine de nombreuses famines, l'équilibre entre alimentation suffisante et situation de famine étant le plus souvent précaire. La terrible famine causée par la politique du Grand bond en avant (de 20 à 30 millions de morts entre 1958 et 1960) a ainsi touché quasi exclusivement les paysans.

9 Les « 100 Fleurs » en 1957, le « Grand bond en avant » en 1958-1960, la « Révolution culturelle » en 1966...

10 J.-L. Domenach, *Mao, sa cour et ses complots. Derrière les murs rouges*, Paris, Fayard, 2012, p. 426-427.

11 M.-C. Bergère, *La Chine de 1949 à nos jours*, Liège, Armand Colin, 2000, p. 159-160 et 167.

firmait également que les « quatre modernisations » devenaient la priorité du pays afin de « faire de la Chine un pays socialiste moderne et puissant avant la fin du siècle ».

Trois ans plus tard, Hu Yaobang, alors secrétaire général du Parti, donnait un cadre aux réformes économiques à venir en précisant que celles-ci devaient viser à développer à la fois la « civilisation matérielle » (l'économie) et la « civilisation spirituelle » (l'éducation, la culture, la morale, l'idéologie). Cette « sortie du maoïsme » est la poursuite par d'autres moyens, mais toujours sous la direction du Parti communiste chinois, de la quête de « richesse et de puissance » qui caractérise la modernité chinoise dès la seconde moitié du XIX^e siècle. La Chine post-maoïste a développé une forme de capitalisme d'État au sein duquel les entreprises étatiques continuent à occuper une place centrale tout en ayant intégré des éléments importants de la globalisation financière et économique contemporaine¹².

L'introduction progressive du marché et d'éléments clés du capitalisme – marchandisation de la

main-d'œuvre, diversification des régimes de travail... – ont permis à la fois une création massive et rapide de richesse, une élévation considérable du ni-

veau de vie d'une partie importante de la population chinoise, mais aussi une polarisation socio-économique forte avec un creusement des inégalités. Des mesures particulières ont visé les campagnes

LA PRODUCTION AGRICOLE SE DIVERSIFIE ET LES ACTIVITÉS NON AGRICOLES SE DÉVELOPPENT RAPIDEMENT.

et les paysans, d'autres les villes qui, ensemble, participent de la constitution de marchés du travail et de nouvelles catégories, comme les travailleurs migrants d'origine rurale ou les travailleurs ruraux. Parallèlement, le statut d'ouvrier des entreprises étatiques sera fragilisé.

MULTIPLICATION DES PETITS MARCHÉS

Les réformes économiques débutent à la campagne. Dès 1979, avec la décollectivisation de l'agriculture et le retour à l'exploitation agricole familiale, la production agricole se diversifie et les activités non agricoles se développent rapidement, en particulier à partir de 1984, en profitant de l'assouplissement des possibilités d'embauche pour les entreprises. Ces premières années de réformes seront synonymes d'élévation du niveau de vie pour les ruraux et ensuite pour la majorité de la population. Par leur opiniâtreté et leur audace, les paysans vont accélérer certaines décisions politiques allant dans le sens d'un relâchement des contraintes étatiques sur l'économie. Ils vont notamment tirer profit assez vite des nombreux vides fonctionnels dans les villes, en matière de services notamment, ces derniers ayant été réduits à leur plus simple expression durant l'ère maoïste. Les petits marchés vont se multiplier, concurrençant les magasins d'État¹³ et rendant progressivement inopé-

12 K. Tsai and B. Naughton, *State Capitalism and the Chinese Miracle*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 2-3.



13 Durant la période maoïste, tout magasin, restaurant ou hôtel privé ayant disparu, il était devenu littéralement impossible de se nourrir, de se loger ou de se déplacer sans l'obtention de bons de rationnement.

rant le système de rationnement de la nourriture dans les villes. L'État va également assouplir les contraintes liées à la mobilité et autoriser les migrants à travailler en dehors de leurs lieux de résidence.

D'autres transformations fondamentales touchent les campagnes chinoises à partir de la seconde moitié des années 1980 : financiarisation de l'agriculture, hausse des coûts de production, multiplication des prélèvements dans le chef des gouvernements locaux, désinvestissement de l'État des infrastructures collectives (irrigation en particulier), de la santé et de l'éducation...

Les effets conjugués de ces mesures vont rendre la vie à la campagne de plus en plus difficile pour nombre de ruraux, au moment où d'autres mesures, mises en œuvre initialement dans les zones économiques spéciales du sud du pays, jetaient les bases de l'autre versant de l'économie politique du « miracle chinois » : décentralisation administrative poussée, ouverture de l'économie aux investissements étrangers, politiques fiscales, d'utilisation du terrain et de la main d'œuvre avantageuses pour les investisseurs, dérégulation des régimes de travail...¹⁴ Ces transformations politico-institutionnelles, touchant villes et campagnes et leurs effets sont à considérer au sein d'un cadre institutionnel partiellement hérité de la période maoïste : elles viennent en effet se greffer sur des hiérarchies politico-institutionnelles de l'ère maoïste touchant au contrôle de la mobilité, des lieux de résidence et du travail (livret de résidence, permis de travail, monopole sur l'organisation collective de la société...)¹⁵.

C'est dans le domaine du travail, et en particulier dans les zones économiques spéciales du sud du

**LES TRAVAILLEURS
MIGRANTS D'ORIGINE
RURALE VIVENT TOUS
À DES DEGRÉS DIVERS
CERTAINES FORMES DE
DISCRIMINATIONS.**

pays, que les arrangements politico-institutionnels mis en place devaient aboutir de la façon la plus frappante à la production du statut de seconde zone du travailleur migrant d'origine rurale et à la perpétuation d'un « système répressif de travail » partageant avec d'autres systèmes semblables « les moyens politiques et institutionnels utilisés pour organiser et perpétuer l'offre de la force de travail¹⁶ ». En matière de relations entre les travailleurs migrants d'origine rurale, l'État-parti¹⁷ et les forces économiques, cette combinaison de mesures politico-institutionnelles, conjuguée à l'héritage maoïste-léniniste du régime et à un ensemble de pratiques plus ou moins formelles de « répression routinière¹⁸ », ont permis une appropriation de la force de travail rurale à un coût extrêmement bas pendant près de trois décennies, les travailleurs ruraux faisant office de victimes sacrificielles de cette stratégie de croissance économique basée

16 R. Cohen, *The New Helots. Migrants in the International Division of Labour*, Vermont: Gower, Aldershot, 1988, p. 20.

17 Voir encadré ci-dessous.

18 Cf. J.C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1985, p. 274.

L'ÉTAT-PARTI

En Chine, « outre son rôle dans le domaine idéologique, le parti exerce un rôle dirigeant sur la société et sur l'État à travers les comités du Parti qui redoublent les organes étatiques à tous les niveaux de la hiérarchie administrative. Si l'idée d'une plus grande distance entre le Parti et l'État a été mise en avant à plusieurs reprises depuis les années 1980, sous la présidence de Xi Jinping (2013 à nos jours), on assiste à une réaffirmation nette du rôle dirigeant du Parti par rapport à l'État. »

J.-P. Cabestan, *Le système politique chinois. Un nouvel équilibre autoritaire*, Paris, Presses universitaires de Sciences Po, 2014.

14 Cf. Pun Ngai, *Migrant Labor in China*, Cambridge, Malden, Polity Press, 2016.

15 J.-F. Huchet, "The Emergence of Capitalism in China: an Historical Perspective and its Impact on the Political System", *Social Research*, Vol. 73, n° 1, p. 1-28.

sur la compression des coûts du travail¹⁹.

Ainsi, à partir de 1979, les travailleurs ruraux ont commencé à effectuer dans les zones urbaines un ensemble de tâches qualifiées de « sales, pénibles et fatigantes » notamment dans la construction, l'industrie manufacturière et les services. Malgré des trajectoires sociales contrastées, les travailleurs migrants d'origine rurale vivent tous à des degrés divers certaines formes de discriminations institutionnelles, de manière comparable à des travailleurs immigrés ailleurs dans le monde.

**L'ÉTAT-PARTI
A PROGRESSIVEMENT
MIS EN PLACE
UN RÉGIME
DE TRAVAIL PLUS
PROTECTEUR.**

Dans les zones économiques spéciales, des formes affectant l'emploi et les relations de travail furent mises en œuvre avant d'être généralisées dans l'ensemble du pays. Dès la fin des années 1980, on assista à une diversification des régimes de travail dans les premières zones économiques spéciales du Guangdong et du Fujian. Suite à la décentralisation administrative dans le domaine économique, les gouvernements locaux se lancèrent dans une compétition sans merci dans le but de fournir aux investisseurs les conditions les plus favorables en matières de terrains, d'infrastructures et de coût du travail, au détriment des conditions de vie et de travail des ruraux. La conjonction de mauvaises conditions socio-économiques dans les campagnes (baisse de revenus de l'agriculture, coût de l'éducation et de la santé...) et à la ville (coût élevé de la vie, en particulier du logement, nécessité de trouver rapidement de l'emploi), de la pression routinière dans l'espace public et de régimes de travail disciplinaires, ont sans conteste permis de maintenir des niveaux de salaires particulièrement bas, à un point tel qu'à la fin des années 1990, ils étaient plus bas qu'au début de la même décennie.

19 E. Friedman et C. K. Lee, "Remaking the World of Chinese Labour: A 30-Year Retrospective", *British Journal of Industrial Relations*, 48, 2010, p. 507-533.

Face à une aggravation des conflits du travail qui devenaient un problème public, l'État-parti a progressivement mis en place un régime de travail plus protecteur. Au cours de ces dernières années, en dépit de violations encore très fréquentes des droits des travailleurs, la législation du travail et la conscience sociale des travailleurs ont notablement progressé. Avec l'avènement de la deuxième génération de travailleurs nés dans les années 1980-1990 commence à émerger un processus d'extension et de radicalisation des mobilisations collectives, de même que l'expression plus marquée d'un sentiment de désillusion et de colère.

SOCIALISTE OU CAPITALISTE ?

Globalement, ces processus correspondent à deux phases des réformes économiques post-maoïstes²⁰. Au cours de la première phase (1979-1992), les dirigeants du parti communiste prennent des mesures de portée relativement limitée du fait des critiques dont les réformes font l'objet de la part de hauts dirigeants du parti, qui craignaient une dénaturation du régime suite à l'introduction du marché et au retour possible du capitalisme en Chine. Une question d'ordre idéologique importante limitait en effet la portée des réformes entreprises durant toute cette première période : celle de savoir si les réformes économiques, et en particulier celles mises en œuvre dans les zones économiques spéciales du sud de la Chine était de nature « socialiste » (*she*) ou « capitaliste » (*zi*). C'est cette question que, lors de sa fameuse tournée dans le sud de la Chine en 1992, Deng Xiaoping tranchera définitivement en faveur d'une attitude pragmatique, en réaffirmant un des principes de légitimation des réformes et de « l'économie socialiste de marché », à savoir que la « pratique était le critère de la recherche de la vérité » (*shishi qishi*). Il s'agit aussi d'une période durant laquelle les entrepreneurs – et aussi souvent les cadres locaux – vont

20 B. Naughton, "The 1989 watershed in China: how the dynamics of economic transition changed", in N. Bendelj et D. Solinger (ed.), *Socialism Vanquished, Socialism Challenged. Eastern Europe and China, 1989-2009*, Oxford University Press, 2012, p. 125-178.

**CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ
CONSIDÉRÉS PAR LA
VULGATE MAOÏSTE COMME
LES « MAÎTRES DU PAYS »
VIVENT UN VÉRITABLE
TRAUMATISME COLLECTIF.**

faire preuve d'audace et de souplesse afin de permettre un certain nombre d'adaptations institutionnelles informelles, qui seront formalisées plus tard²¹.

À cette première phase succède une seconde phase, d'approfondissement des réformes, qui culminera avec l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et trouvera un prolongement de nos jours sous la direction de Xi Jinping. Cette période est marquée par la volonté plus forte d'exposer la société à la compétition et dès lors de faire porter les coûts sociaux de cette orientation par certaines classes sociales : les paysans, les travailleurs ruraux et les ouvriers.

LE PARTI, ENCORE ET TOUJOURS

À partir de la seconde moitié des années 1990, l'État-parti entreprend de liquider une partie considérable de ses entreprises étatiques, ne conservant que les plus rentables et celles qui sont susceptibles de jouer un rôle dans la stratégie de concentration étatique d'une partie de l'activité économique jugée stratégique pour le développement du pays (transports, hydrocarbures...) et de soutien aux secteurs de pointe (télécommunications). Un vaste processus de capitalisation et de restructuration des entreprises d'État, pas encore totalement achevé, a entraîné la mise à pied, sous un ensemble de statuts différents, d'environ 100 millions d'ouvriers qui représentaient jusqu'alors la colonne vertébrale de la légitimité du régime. Outre une fragilisation brutale de leurs conditions de vie et d'emploi, ceux qui avaient été considérés par la vulgate maoïste comme les « maîtres du pays » (*guojia de zhuren*) vivent un véritable traumatisme collectif lié à la précarisation soudaine de leur existence. Ils sont désormais priés d'imiter la capacité de flexibilité et d'adaptation à la compétition dont font preuve des travailleurs ru-

raux, devenus dans les représentations officielles les icônes de la marchandisation et de la flexibilisation qui touchent aujourd'hui la plupart des catégories sociales.

Mais la seconde phase des réformes est également caractérisée par une participation plus forte du parti aux activités économiques : « Aujourd'hui, le parti communiste chinois gère les groupements de capitaux les plus volumineux et les plus concentrés en Chine et il perçoit de nombreuses questions de politiques à partir de la perspective des détenteurs de capitaux²². » En 2002, sanctionnant officiellement ce changement d'équilibre des forces dans la société post-maoïste et autorisant l'entrée des entrepreneurs au sein du parti, Jiang Zemin, alors secrétaire général du parti communiste chinois et président de la République populaire de Chine, introduit la notion de « trois représentativités » (*sang ge daibiao*). Selon les « trois représentativités », le Parti représente « les forces productives avancées, les forces culturelles avancées et le reste de la population ». Cela permet au Parti de concilier l'agenda des réformes (et ses conséquences sociales : la place nouvelle qu'occupent les entrepreneurs dans une société socialement nettement plus différenciée) avec l'identité même du Parti et aussi de donner une certaine cohérence idéologique aux stratégies de cooptation qu'il développe²³.

La période qui sépare la fin des années 1990 et la fin de la première décennie du XXI^e siècle fut caractérisée par une très forte croissance, mais également par l'aggravation de la corruption parmi les cadres du parti dont certains se sont considérablement enrichis. La vaste campagne de lutte contre la corruption initiée par Xi Jinping, outre qu'elle vise à renforcer son pouvoir sur le parti, résulte aussi d'une prise de conscience de la crise profonde de légitimité que celui-ci traverse à tous les niveaux de pouvoir. ■

22 B. Naughton, *art. cit.*, p. 144.

23 B. Dickson, "Dilemmas of Party Adaptation. The CCP's Strategy of Survival", in P.H. Gries and S. Rosen (Eds.), *Chinese politics: state, society and the market*, London, Routledge, p. 22-40.

21 K. Tsai, "Adaptive Informal Institutions and Endogenous Institutional Change in China", *World Politics*, Vol. 59, 1, Oct. 2006, p. 116-141.